

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Québec 1837-1838. Le moment républicain

Jacques Pelletier

Number 17, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84484ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Pelletier, J. (2017). Québec 1837-1838. Le moment républicain. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 210–211.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

la population entière, en quantité suffisante, de la nourriture de bonne qualité et variée tout en veillant à ce que les fermes et les champs soient exploités selon des méthodes humaines pour les animaux et en harmonie avec l'écosystème.

Paré rappelle que 882 000 Canadiens et Canadiennes, dont 38 % sont des enfants, utilisent les services des banques alimentaires. Plus de trois millions de personnes sont en état d'insécurité alimentaire.

La libéralisation économique dans le cadre de la mondialisation dérégule le marché en mettant en valeur des marchandises agricoles à faible coût de production comme les céréales, le sucre et l'huile. En plus, la rude concurrence fait en sorte que les intermédiaires capturent les gains d'efficacité de la ferme. Compte tenu de l'impact du système alimentaire organisé sous le capitalisme, la solution se trouve dans la construction d'un État régulateur dédié au bien commun.

Pour Daigle, la prise de pouvoir des citoyens et des citoyennes passe par une démarche de mobilisation qui s'inscrit dans une dynamique de lutte pour l'accès à une alimentation disponible pour tous et toutes. Pour ce faire, il s'agit de mettre en place un modèle d'action qui prend en compte participants locaux, intervenants et chercheurs. La démarche privilégiée est d'arriver à développer des actions et des projets transformateurs. Le système alimentaire pour tous et toutes est au centre d'un renouveau économique local basé sur l'idée qu'il s'impose de développer les initiatives d'accès à l'alimentation en considérant celle-ci comme un bien commun, de créer du lien social entre les citoyens et les citoyennes et la valorisation des compétences et du travail des personnes.

Atelier **Québec 1837-1838. Le moment républicain**

Avec Gilles Laporte (historien, Cégep du Vieux-Montréal)

RAPPORT PAR JACQUES PELETTIER

En gros, au fil des décennies, se sont imposées deux grandes lectures de ce moment marquant dans l'histoire du Québec qui en présentent des perceptions radicalement opposées. La première relève du mouvement souverainiste contemporain, du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) d'abord, puis du Parti québécois (PQ) par la suite. Elle perçoit ce mouvement comme un premier épisode préfigurant et annonçant l'indépendantisme contemporain. Les Patriotes, dans cette conception, sont des ancêtres et des précurseurs du mouvement souverainiste d'aujourd'hui. Et leur combat est déjà celui des indépendantistes modernes. C'est la lecture dominante dans le camp souverainiste.

La seconde lecture provient du pôle fédéraliste. Elle voit le mouvement comme une première manifestation d'« internationalisme », de « cosmopolitisme », qui préfigure cette fois la démocratie canadienne dont rêve une certaine gauche canadienne, par exemple, de John Saul au Nouveau Parti démocratique. Dans cette optique, les Patriotes sont d'abord et surtout de grands démocrates dont les aspirations trouveraient leur réalisation dans le « plusse meilleur pays au monde », comme le disait l'ineffable Jean Chrétien. Dans cette optique, les Patriotes étaient des libéraux au sens philosophique du terme, des partisans de l'idéologie des Lumières dont peuvent se réclamer les démocrates canadiens d'aujourd'hui.

L'interprétation de Gilles Laporte va dans un autre sens. Le « moment » de 1837 avait une singularité. Le mouvement des Patriotes était d'abord un rassemblement politique visant la démocratisation et la réforme des institutions publiques, revendiquant la souveraineté populaire dans le prolongement des Lumières. Certaines des composantes des Patriotes rêvaient d'un grand projet « américain », dans une sorte d'« américanisation », voire d'annexion aux États-Unis.

C'est après la défaite des Patriotes qu'est apparu le nationalisme traditionnel qui a perduré pendant de longues décennies. Aujourd'hui, pour se réclamer de la tradition des Patriotes, non seulement il faut faire sienne la revendication indépendantiste, mais surtout appuyer de manière conséquente la lutte pour la souveraineté populaire qui, en fait, était la principale préoccupation du mouvement patriote.

Les formations politiques actuelles qui se situent dans le sillage du souverainisme entretiennent, dans cette perspective, des rapports assez différents au « moment patriote ». Le RIN, durant les années 1960, s'en réclamait directement et bruyamment : il se voyait comme son successeur. Le PQ, dirigé par René Lévesque, était plus discret, ayant des réserves sur la dimension révolutionnaire de ce projet. Et la direction actuelle de ce parti n'évoque pas souvent le souvenir des Patriotes, sinon sur le mode folklorique. Et son rival, Québec solidaire, ne s'y réfère guère davantage, sauf chez certains militants et militantes qui insistent sur la dimension révolutionnaire de la lutte pour la souveraineté populaire, nécessaire aujourd'hui comme hier et permettant de jeter un pont fécond entre un passé prometteur et un avenir qui pourrait en favoriser enfin l'avènement.